

Massacres du 8 mai 1945

- Lutte de Libération Nationale -

Date de mise en ligne : lundi 8 mai 2017

Description :

Une censure militaire très sévère veille d'ailleurs à ce qu'on ne sache rien en Algérie et à l'étranger du contenu « indépendantiste » et de l'ampleur réelle des manifestations qui se sont déroulées à Sétif, Guelma et dans d'autres localités à l'est du pays. Un silence encore plus épais cachera longtemps les épouvantables massacres perpétrés, au nom de la France, sous le commandement du général Duval. [...]

Sans pourtant attendre davantage, « *Alger républicain* », dénonce la volonté de la grosse colonisation et de l'administration d'utiliser les « événements » pour intensifier la répression contre les militants du Manifeste, du PPA et plus généralement contre tous ceux qui sont suspects de contester le régime colonial et qui sont rendus collectivement responsables des « troubles ».

Massacres du 8 mai 1945

Extraits de « *La grande aventure d'Alger républicain* », par Henri Alleg, Abdelhamid Benzine, Boualem Khalfa. Editions Messidor, Paris 1987, pages 35 à 42.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Sétif : la déchirure

Extraits de « *La grande aventure d'Alger républicain* », par Henri Alleg, Abdelhamid Benzine, Boualem Khalifa. Editions Messidor, Paris 1987, pages 35 à 42.

« *Tout pour la victoire sur l'Allemagne hitlérienne* ».

L'orientation politique du journal peut alors se résumer en ce mot d'ordre. Face à « *la Dépêche algérienne* » qui continue de paraître sous l'autorité d'un séquestre à « *l'Echo d'Alger* » dont le directeur, le vicomte Alain de Sérigny, a été décoré de la « francisque d'honneur » pour son zèle vichyste, à « *la Dépêche de Constantine* », à « *l'Echo d'Oran* », qui, tous, se sont faits les apologistes du pétainisme et de la collaboration, et à « *Oran républicain* » qui a continué sa publication en pratiquant une politique de soumission prudente et honteuse, « *Alger républicain* » ressuscité apparaît comme l'organe de la résistance, des espoirs qu'elle incarne d'une démocratie nouvelle, surgissant dans une France libérée du nazisme et de ses complices français, ouvrant la voie, enfin, à l'établissement de rapports nouveaux avec les peuples de ce qu'on appelle encore l'« Empire ».

Cette ligne est à la fois sa force et sa faiblesse. Sa force, parce qu'il est sans concurrent possible la référence de tous les antifascistes, de tous ceux qui suivent avec une passion fiévreuse la gigantesque offensive qui se poursuit en Europe, notamment sur le front germano-soviétique, pour la destruction des forces hitlériennes. Le journal d'une victoire qui se profile déjà à l'horizon. Mais sa faiblesse aussi, dans la mesure justement où ce souci unique semble le détourner de problèmes plus spécifiquement algériens, ce qui pourrait laisser croire qu'ils lui sont étrangers ou qu'ils lui paraissent secondaires. Or, si pour les Européens l'anéantissement de l'hitlérisme et la libération de la France constituent le problème majeur, pour la majorité des Algériens, même parfaitement conscients de l'immensité de l'enjeu, l'ennemi immédiat le plus perceptible demeure l'impérialisme français et leur préoccupation première l'affranchissement du joug colonial et des maux qu'il engendre.

Les démocrates européens, à la tête d'« *Alger républicain* », tout comme les dirigeants de la délégation du Parti communiste français (militants déportés dans les prisons et les camps du Sud algérien au début de la guerre), dont l'autorité influence directement le Parti communiste algérien, ne perçoivent pas la force nouvelle du mouvement de Libération nationale. Celui-ci est pourtant mis en lumière par le développement spectaculaire de l'« *Association des amis du manifeste et de la liberté* » que préside Ferhat Abbas et dont les rangs se gonflent aussi de l'adhésion, plus ou moins clandestine, de dizaines de milliers d'adhérents et de sympathisants du PPA. Messali Hadj, quant à lui, est toujours sous-surveillance policière à Reibell, village du Sud algérien, où Vichy l'a assigné à résidence. (15)
L'ignorance pour certains, la sous-estimation pour d'autres de ces profondes aspirations expliquent les réactions d'incompréhension qui vont accueillir les explosions du Constantinois en mai 1945.

Au seuil de la paix retrouvée, « *Alger républicain* » reflétant l'état d'esprit des résistants et démocrates, unis au sein de la « France combattante », envisage l'avenir avec confiance. S'il continue de dénoncer la misère, les injustices et les méfaits de l'exploitation coloniale, c'est pour en souligner l'anachronisme, convaincu que la « France nouvelle » qui va naître ne saura les tolérer et qu'elle procédera aux réformes radicales depuis si longtemps attendues. A tous, l'espoir de changements positifs et rapides paraît confirmé par la puissance même du courant démocratique qui n'a cessé de se renforcer depuis l'installation du gouvernement provisoire à Paris.

Le 8 mai 1945 est donc encore essentiellement, pour « *Alger républicain* », le « *jour de la victoire* ». Une censure militaire très sévère veille d'ailleurs à ce qu'on ne sache rien « en Algérie et à l'étranger » du contenu « indépendantiste » et de l'ampleur réelle des manifestations qui se sont déroulées à Sétif, Guelma et dans d'autres localités à l'est du pays. Un silence encore plus épais cachera longtemps les épouvantables massacres perpétrés, au nom de la France, sous le commandement du général Duval. « *Alger républicain* » du 9 mai « comme les autres quotidiens publiés en Algérie et en France » ne contient donc aucune allusion à ce que les autorités conviendront d'appeler hypocritement (quand il faudra bien en parler) les « *événements du Constantinois* ». Le 10, dans un journal paraissant exceptionnellement sur quatre pages pour célébrer l'écrasement du Reich hitlérien, ce communiqué du gouvernement général est publié sans commentaires :

« Alors que l'Algérie participait avec enthousiasme aux cérémonies de l'armistice, des éléments troubles d'inspiration et de méthodes hitlériennes se sont livrés à des agressions à main armée sur les populations qui fêtaient la victoire dans la ville de Sétif et dans les environs. Ils ont ainsi marqué leur volonté de souiller la joie générale. La police maintient l'ordre et arrête les responsables. L'armée lui apporte son concours. Les autorités sont bien décidées à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la sécurité et réprimer toutes les tentatives de désordre ».

Le manque d'informations sérieuses autant que la censure rendent la rédaction du journal prudente. Le 14 mai, elle reprend à son compte, sans en changer une ligne, une dépêche de l'AFP :

« trop de rumeurs incontrôlables circulent encore entre Alger et Constantine pour qu'il soit dès aujourd'hui possible de faire le point des incidents dramatiques qui ont ensanglanté la région de Sétif. »

Sans pourtant attendre davantage, « *Alger républicain* », dénonce la volonté de la grosse colonisation et de l'administration d'utiliser les « *événements* » pour intensifier la répression contre les militants du Manifeste, du PPA et plus généralement contre tous ceux qui sont suspects de contester le régime colonial et qui sont rendus collectivement responsables des « *troubles* ».

Les arrestations de Ferhat Abbas, du cheikh Bachir El Ibrahim, des avocats Ahmed Boumendjel et Kaddour Sator, du rédacteur en chef d'« *Egalité* », Aziz Kessous et de milliers d'Algériens sur un simple soupçon, les massacres déjà perpétrés sont, aux yeux des colons et de leurs portes-parole au sein des « *délégations financières* », et des autres assemblées élues, des mesures jugées insuffisantes. Ils réclament l'arrestation de Michel Rouzé, visant, en fait, l'interdiction d'« *Alger républicain* », de « *Liberté* » (l'hebdomadaire communiste) et des autres publications anti-colonialistes. Au nom de la défense de la « *souveraineté française* », ces « *super-patriotes* » qui s'étaient si peu souciés de l'intérêt de leur pays à l'époque de Vichy, devant les commissions italo-allemandes, exigent de frapper toujours plus fort, cependant que l'opinion continue d'ignorer l'étendue et la sauvagerie des forfaits commis par les troupes françaises « la légion en particulier » dans les gorges de Kherrata et d'autres régions du Constantinois.

« *Alger républicain* » répond avec vigueur, mettant en garde les Européens contre une campagne qui vise à créer un climat de pogrom.

« Ils ont (les Européens), écrit son éditorialiste, acquis trop de dignité pour se laisser entraîner par les hystériques de la répression. Ils ont trop de sens politique pour ne pas comprendre que lorsque ces messieurs réclament la suppression de la liberté de la presse, l'instauration de l'état de siège en

permanence, l'armement de milices particulières, ils ne visent à rien de moins qu'à instaurer dans ce pays une dictature fasciste. Tout le monde y passera, Européens et Musulmans : les lois de la République française n'auront plus cours et l'on s'en prendra aux garanties sociales et aux salaires des travailleurs ... » (« A.R. » 16 mai 1945) (16)

Sans doute, le danger commande-t-il de dénoncer d'abord le plan de la grosse colonisation à€” qui a vraisemblablement monté la provocation pour trouver prétexte à une répression massive contre le mouvement de libération en pleine expansion (17) à€” mais l'argumentation de l'éditorialiste qui se réfère « aux lois de la République » fait le silence sur le cœur même du problème, à savoir la volonté irrépessible d'indépendance qui anime les masses algériennes.

Boualem Khalfa à€” qui n'est encore qu'un très jeune journaliste à€” ressent les choses de façon bien différente. Algérie, il vibre au même rythme que son peuple et, de plus, il est lui-même lié aux organisations nationalistes.

Dans l'après-midi du 1er mai, il participe avec ses amis du PPA à la manifestation organisée à Alger. Sous la couverture des amis du Manifeste, le PPA a appelé ses membres et sympathisants à défiler indépendamment de la CGT. Khalfa fait partie du cortège qui, de la Basse-Casbah doit, en fin de parcours, rejoindre, devant la Grande-Poste, celui de la GGT. Les consignes données sont très strictes : pas d'armes, « pas même une épingle » ont formellement recommandé les dirigeants pour éviter toute provocation. Les mots d'ordre lancés sont précis et peu nombreux. L'un d'eux proclame : **Liberté pour tous** » et un autre qui revient très souvent demande la libération des détenus politiques et notamment celle de Messali Hadj. Au cours de la manifestation, jaillit tout à coup de façon plus ou moins spontanée, un cri libérateur, scandé bientôt par la foule tout entière : « **Yahia el istiqlal !** » (**Vive l'indépendance**) et, soudain au-dessus des têtes, le drapeau algérien interdit est brandit.

Dans la rue d'Isly, (Larbi Ben M'hidi) à la hauteur du casino, tout près du siège de la Xe région militaire, les forces de l'ordre barrent la route au cortège. Et, brusquement, sans semonces, les policiers ouvrent le feu. Les pavés se tachent de sang. Un des responsables de la daïra (distric) du PPA, Mohamed Belhaffaf, est tué par l'une des premières rafales. Trois militants, Abdelkader Ziar, Mohamed Laïmèche et Ahmed Bouguemalah, sont eux aussi mortellement touchés. Sept autres, emportés par des amis ne survivront pas à leurs blessures. Des dizaines d'hommes ensanglantés, soutenus par des manifestants valides, tentent de trouver refuge dans les couloirs et sous les portes cochères des immeubles avoisinants. Le cabinet du médecin-colonel Ali Cadi, situé tout au début de la rue d'Isly, est envahi par des jeunes gens blessés. Boualem Khalfa, dans le groupe de tête, a vécu tout cela et il ne pourra plus jamais l'oublier.

Ce qu'« *Alger républicain* » a écrit sur cette journée ne l'a guère satisfait. La censure à€” et aussi l'autocensure à€” ont réduit à peu de chose et la puissance de la manifestation et la sauvagerie de la répression.

Michel Rouzé sent confusément que quelque chose lui échappe, et, dans ses courtes conversations avec Boualem Khalfa, il essaie de saisir quelles peuvent être les motivations d'un jeune nationaliste comme lui. Khalfa parle avec précaution. La thèse du « complot fasciste », mais aussi de la culpabilité « partagée » des nationalistes dans l'explosion du Constantinois, reprise aussi par le journal, cache l'essentiel : l'impatience des Algériens d'en finir avec un régime qui veut se perpétuer alors que la fin de l'hitlérisme doit signifier, selon les promesses faites, la libération de tous les peuples colonisés. Comment admettre une politique qui ignore une vérité aussi fondamentale, même si « *Alger républicain* », se distingue de tous les autres quotidiens en dénonçant la répression et les responsables de l'oppression et de la misère, les « cent seigneurs de la colonisation » ?

Khalfa sent à quel point le racisme et le mépris à l'égard des « indigènes » peuvent constituer un barrage à la discussion et rendre impossible tout dialogue véritable. Travaillant au marbre et évoquant le massacre de milliers d'Algériens, il s'est entendu répondre quelques jours plus tôt par un typo européen, nullement ému par cette évocation, que « cela laisserait un peu plus de pain pour ceux qui restaient vivants ».

Rouzé n'est plus le militant assimilationniste SFIO de ses débuts en Algérie. Il a évolué et entretient de bons rapports avec la délégation du Parti communiste français en Algérie et notamment avec Léon Feix et André Marty jusqu'au départ de celui-ci pour la France, peu après la libération de Paris (août 1944).

Quelques semaines après le 8 mai 1945, accompagné de Jean Amrouche, écrivain de formation française mais Kabyle d'origine, et d'Abdelkader Moufî, homme d'affaires algérois, ami de Ferhat Abbas et membre du nouveau conseil d'administration d'« *Alger Républicain* », il se rend dans le Constantinois. Une atmosphère de terreur pèse toujours sur Sétif et sa région et il est difficile de trouver des interlocuteurs. De leur côté, les autorités militaires et administratives tentent, par tous les moyens, d'empêcher Michel Rouzé et ses amis de prendre des contacts et même de poursuivre leur enquête. Ils découvrirent cependant la terrible réalité : les massacres de dizaines de milliers d'hommes et de femmes, l'existence de milices européennes qui se sont attribués le droit de vie et de mort sur les Algériens, qui tirent au revolver sur n'importe quel gamin « indigène » passant dans la rue et paraissant « suspect ». Ils apprendront aussi l'installation à Héliopolis, sur ordre du sous-préfet de Guelma, André Achiary, de fours crématoires, pour brûler les cadavres des victimes.

A son retour, Michel Rouzé rédigea un rapport complet sur ce qu'il a vu et appris. Du fait de la censure, le journal ne pourra pas le publier mais l'essentiel sera repris, en juillet 1945, dans l'intervention de José Aboulker, représentant d'Alger à l'Assemblée consulaire provisoire. Les révélations qu'il apporte contribueront de façon décisive à briser le silence que les autorités coloniales se sont efforcées de maintenir.

Au cours de la séance, Etienne Fajon, intervenant au nom du PCF, déclare :

« L'Algérie a été entraînée, comme toutes les contrées du monde, dans la grande guerre contre l'Allemagne hitlérienne. Ses fils, en majorité musulmane, ont pris une part décisive, dans l'armée française, aux campagnes de Tunisie, d'Italie, de France, et d'Allemagne. Beaucoup sont morts dans cette lutte. Disons-nous bien que les survivants ont pris tout à fait au sérieux ces buts de guerre pour lesquels on les appelait à se battre ... Il est vraiment trop simple de considérer, comme l'ont fait certains de nos collègues, que tout est dit quand on a proclamé que l'Algérie est une province française, au même titre que les autres, en niant contre toute évidence le fait qu'elle a sa propre histoire distincte de la nôtre, que les hommes et les femmes qui l'habitent sont de descendance très diverses, que la majorité d'entre eux, fils d'une civilisation vieille et riche, parlent une langue qui n'est pas la nôtre, qu'ils ont leur mentalité et leurs coutumes particulières. »

« Dans le mouvement général où est engagé présentement le monde, il faut s'attendre, qu'on le veuille ou non, à voir se développer en Algérie le sentiment d'une originalité nationale et les idées de liberté ».

Cette déclaration, qui corrige les premières appréciations formulées à Alger au lendemain du 8 mai, distingue radicalement aussi le PCF des autres partis français qui « socialistes inclus » refusent de concevoir une autre politique que celle de la force (18).

De son côté, le Parti communiste algérien se livre à une profonde remise en cause de son analyse de la situation algérienne et de la politique qu'il a menée depuis le retour à la légalité, sous la direction d'Amar Ouzegane, son premier secrétaire. C'est ce dernier qui a alimenté avec le plus d'agressivité la polémique à l'égard des dirigeants du PPA, qualifiés « d'hitlériens ». Son refus de reconnaître sa responsabilité propre dans ces erreurs fondamentales très lourdes de conséquences pour les communistes, aboutira à son exclusion. Entre temps, le Comité central du PCA, au cours de sa session de juillet 1946, a placé le problème national au centre de ses débats et réaffirmé l'objectif des communistes algériens : la création d'une République algérienne. Pour atteindre ce but, le PCA appelle

au rassemblement de toutes les forces anticolonialistes dans un « Front national démocratique algérien ».

En dépit de ces incompréhensions « *Alger républicain* » demeure, aux yeux de tous les Algériens de l'époque, le journal ami parce qu'il dénonce sans relâche la répression et ceux qui poussent encore à son extension. Il réclame la libération de tous les détenus, notamment des dirigeants du PPA et des amis du Manifeste, l'abandon de toutes les poursuites et l'acquittement des inculpés qui affluent devant les cours martiales. Il appelle à intensifier la protestation pour sauver les condamnés à mort et il soutient l'action, animée par le Parti communiste pour l'adoption d'une loi amnistiant tous les Algériens poursuivis dans des affaires liées aux « événements du Constantinois », Boualem Khalfa est membre de la direction du « Comité pour l'amnistie » constitué à Alger et, en tant que rédacteur d'« *Alger républicain* » à Alger, responsable de cette campagne dans les colonnes du journal. Après le vote par l'Assemblée nationale française de la loi d'Amnistie, il publiera un article sur « la villa des Oiseaux », lieu où ont été torturés de nombreux militants, à partir des récits qu'il a recueillis auprès d'eux. « *Alger républicain* », accorde aussi toute son attention à l'immense activité politique qui, en dépit de la répression et du climat de peur que l'administration entretient, continue de se manifester dans tout le pays. Il ouvre très largement ses colonnes aux représentants des partis, des syndicats et associations diverses, aux personnalités musulmanes et européennes indépendantes qui lui donnent des interviews ou s'expriment dans la « *Tribune libre* ». Pêle-mêle, on peut y revers les noms du cheikh Bachir El Ibrahim, président de l'Association des ulémas, du général Paul Tubert, ancien maire progressiste d'Alger, de Messali Hadj, le leader du PPA ...

Sans être encore tout à fait « adulte », le journal, progresse dans la voie qui va lui gagner, dans l'avenir proche, son extraordinaire autorité au sein du peuple algérien.

Sans renier ses sources, comme un fleuve qui avance, il va grandir, s'approfondir et s'enrichir à mesure qu'il s'en éloigne.

Extraits de « *La grande aventure d'Alger républicain* », par Henri Alleg, Abdelhamid Benzine, Boualem Khalfa. Editions Messidor, Paris 1987, pages 35 à 42.